



CONGO-RUSSIE

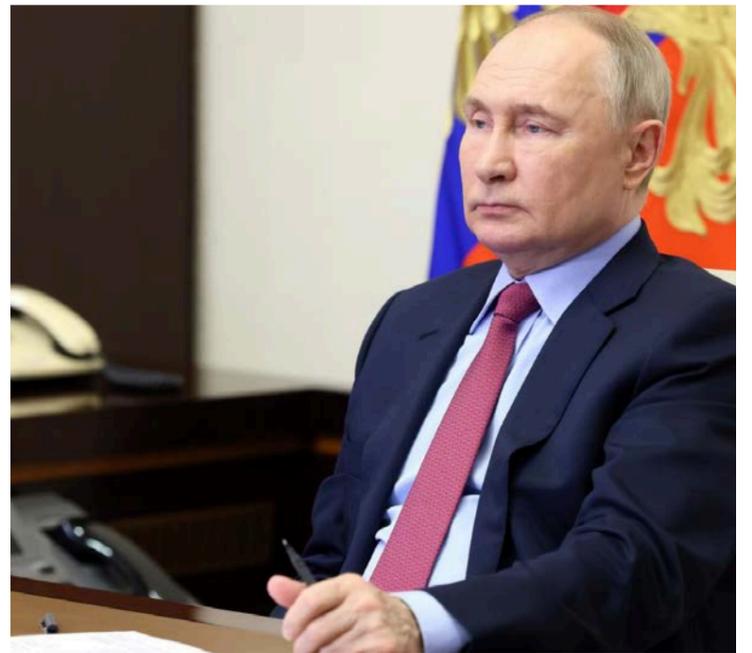
Entretien téléphonique entre Denis Sassou N'Guesso et Vladimir Poutine

Le drame du 22 mars à Moscou et la coopération entre la République du Congo et la Fédération de Russie ont été au cœur de l'échange que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a eu hier avec son homologue russe, Vladimir Poutine. Sur son compte X, le chef de l'Etat congolais écrit : « J'ai eu, ce mercredi 27 mars 2024, un entretien téléphonique avec mon homologue russe, le président Vladimir Poutine. J'ai réitéré toute ma compassion et mes condoléances au président et au peuple russe ».

Page 16



Le président Denis Sassou N'Guesso



Le président Vladimir Poutine

CEEAC

La protection sociale des travailleurs migrants à l'étude



Le podium lors du lancement des travaux de l'atelier/Adiac

Un atelier relatif à l'extension de la protection sociale des travailleurs migrants

dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a été ou-

vert le 26 mars à Brazzaville, en partenariat avec le Programme conjoint de migration de main-d'œuvre de l'Union africaine, l'Organisation internationale du travail et l'Organisation internationale pour les migrations. Cette rencontre a été patronnée par le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa.

Page 9

CONGO-CHINE

Création de l'Institut sino-congolais de la route de la soie



Les acteurs congolais et chinois impliqués dans le projet

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Edith Delphine Emmanuel, a échangé dans la capitale congolaise avec une délégation chinoise sur la création de l'Institut sino-congolais de la route de la soie. Cet établissement d'enseignement supérieur qui sera implanté au Congo formera les apprenants essentiellement sur l'ingénierie du bois.

Page 16

GASTRONOMIE

Thianslly Arlych Madzou Moukassa récompensé



Le chef cuisinier posant avec la ministre du Plan/Adiac

Le chef cuisinier congolais, Thianslly Arlych Madzou Moukassa, a été reçu le 26 mars à Brazzaville par la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, à qui il a présenté un projet personnel.

Le jeune congolais est mé-

daillé d'or au concours mondial de la gastronomie de Saint-Pétersbourg, en Russie, et au Festival panafricain de la gastronomie, organisé au Bénin.

Page 13

Éditorial
Actualiser

Page 2

ÉDITORIAL

Actualiser

La place qu'occupe le football dans nos sociétés n'est plus à démontrer. Mais pour que cette discipline sportive prospère, des investissements conséquents doivent être consentis qui permettront de relever le niveau technique des compétiteurs. Et ce, d'autant plus que les entraîneurs sur lesquels misait la Fédération congolaise de football (Fécofoot) rencontrent actuellement des difficultés à construire une réputation en dehors des frontières nationales.

Par manque de licence appropriée, les techniciens congolais sont déclassés dans les rencontres des compétitions interclubs de la Confédération africaine de football (CAF). Un véritable casse-tête qui démontre à quel point les clubs congolais souffrent d'un réel problème d'animateurs. Cette situation ne reste évidemment pas sans conséquence dans la mesure où l'option d'engager un coach expatrié prend de plus en plus de l'épaisseur, aucun entraîneur congolais placé en tête d'un club de la Ligue 1 ne possédant la licence A CAF.

La décision prise par la Fécofoot d'actualiser le fichier de ses techniciens par la mise en stage au Maroc, dans les tout prochains jours, de cinq entraîneurs congolais pour l'obtention du précieux sésame va redonner du crédit et rééquilibrer les débats. Le nombre n'est certes pas impressionnant mais il sera sans nul doute un vecteur essentiel pour l'évolution et le développement du football national.

L'occasion est donnée d'élever leur niveau pour assurer désormais les entraînements de qualité dans leurs clubs respectifs. Les techniciens locaux gagneront alors en considération s'ils se conforment à l'objectif de la CAF visant à professionnaliser leur métier. Vaut mieux tard que jamais !

Les Dépêches de Brazzaville

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Congo-Pay, un nouveau projet digital à l'étude

Le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, s'est entretenu, le 25 mars à Brazzaville, avec le directeur général du Groupement interbancaire monétique de l'Afrique centrale (Gimac), Valentin Mbozo'o, et celui de Médiasoft Lafayette, Bakary Kamara, sur les modalités pratiques du lancement du projet Congo-Pay.



Léon Juste Ibombo posant avec les responsables des deux structures/Adiac

Congo-Pay est une plateforme numérique initiée par le ministère de tutelle pour effectuer des transactions financières électroniques au niveau national. L'objectif du projet est de renforcer l'inclusion financière, de favoriser la bancarisation et de susciter la dématérialisation de la monnaie dans le pays. Le projet sera mis en œuvre par l'Agence de développement de l'économie numérique (ADEN), une structure technique de mise en application de la politique du gouvernement en la matière. Dans leurs échanges, le ministre Léon Juste Ibombo et ses deux partenaires ont réfléchi sur les modalités

de mise en œuvre effective dudit projet, avec l'appui technique du Gimac, une plateforme digitale qui fait la promotion de la monétique interbancaire, la régulation, la supervision et la fourniture des services de paiement électroniques.

A travers son projet Gimac-Pay, la plateforme offre actuellement de nombreux services digitaux, notamment l'interopérabilité et l'interbancaire des systèmes de paiement monétique dans les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. « Dans le cadre de ce projet, nous avons besoin d'un partenaire comme Média-

soft la Fayette avec qui nous avons déjà un cadre de collaboration à travers l'ADEN, qui a les compétences du gouvernement pour développer l'économie numérique au Congo. A travers ce projet, on peut faire des transactions numériques à moindre coût », a souligné le ministre Léon Juste Ibombo. Pour le directeur général du Gimac, Valentin Mbozo'o, Congo-Pay permettra d'assurer « l'interopérabilité » étant donné qu'elle va toucher toutes les structures habilitées, à savoir les banques, les opérateurs de kiosques Mobile Money et les micro-finances.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzena, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

DÉPARTEMENT DE BRAZZAVILLE

Relancer des bonnes pratiques administratives

Le préfet de Brazzaville, Pierre Cébert Iboko Onanga, a invité le 26 mars, à l'occasion de la rentrée administrative départementale, les services déconcentrés à jouer leur rôle afin de permettre à la déconcentration de retrouver ses lettres de noblesse.

La rencontre qui s'est déroulée à la préfecture de Brazzaville a regroupé les administrateurs maires de la ville capitale, le sous-préfet de l'Île Mbamou, les autorités de la force publique ainsi que les directeurs et chefs de services départementaux. Les participants ont, en effet, suivi deux communications dont l'une sur « La phrase administrative, élément de base de la rédaction administrative », par le président du Conseil départemental de la Cuvette Ouest, Abouri Ndam, et l'autre sur « Les services déconcentrés de l'Etat dans le département : rôle et relations avec le préfet », par le secrétaire général du département de Brazzaville, Thévy Duvel Mongouo Wando.

Si l'ancien chef de cabinet du préfet de Brazzaville, Abouri Ndam, a édifié les participants sur les notions élémentaires relatives à la lettre administrative, Thévy Duvel Mongouo Wando a, quant à lui, instruit l'auditoire sur la loi n°3-2003 du 17 janvier 2003 fixant l'organisation administrative territoriale et le décret n°2003-20 du 6 février 2003 portant fonctionnement des circonscriptions administratives territoriales. Le secrétaire général du département de Brazzaville a indiqué que l'organisation administrative territoriale en République du Congo est structurée selon les principes de la déconcentration et de la



Pierre Cébert Iboko Onanga entouré d'Emma Clesh Atipo Ngapi et d'Abouri Ndam/Adia

décentralisation, conformément à la loi n°3-2003 du 17 janvier 2003.

Il a démontré que le préfet est dépositaire de l'autorité de l'Etat dans le département, puisqu'il défend, à ce titre, l'Etat dans ce qui peut lui porter atteinte, représente le gouvernement et chacun de ses ministres, article 3 du décret n°2003-20 du 6 février 2003. C'est à ce titre qu'il est soumis au pouvoir hiérarchique du gouvernement et de chacun des ministres. Le préfet, qui a aussi la charge de l'administration déconcentrée matérialisée par le rôle que jouent les services déconcentrés, dispose de plusieurs attributions dont celles administratives, notamment les relations avec tous les services déconcentrés.

« Le préfet est le point de passage de toutes correspon-

dances entre l'administration centrale de l'Etat et les services déconcentrés. Il est donc le destinataire unique de toutes les instructions, notes de service, circulaires des administrations centrales de l'Etat ainsi que des services soumis à son autorité. Il est l'unique ordonnateur délégué des administrations de l'Etat dont il coordonne l'activité et est responsable de l'utilisation des crédits de l'Etat par les chefs des circonscriptions administratives et les chefs de services déconcentrés », a conclu Thévy Duvel Mongouo Wando.

« A la territoriale, on ne fait pas sa propre volonté »

Profitant de cette rencontre, Pierre Cébert Iboko Onanga a rappelé que la décentralisation et la déconcentration consti-

tuent deux piliers majeurs de la pratique administrative au Congo. S'adressant aux administrateurs maires en leur qualité d'autorités déconcentrées au même titre que les directeurs départementaux, les chefs de services départementaux, le préfet de Brazzaville a souligné la nécessité de tout mettre en œuvre cette année pour que l'administration retrouve, sur le plan de la déconcentration, ses lettres de noblesse. « Il y a une sorte de frémissement au niveau de l'administration centrale et qui commence à lâcher un peu de lest. Fort de cela, il nous revient, à nous, de prendre à bras le corps nos responsabilités telles qu'elles sont déclinées à travers les textes légaux et réglementaires, parce que le moment viendra où les autorités pré-

fecturales organiseront des visites de terrain et peut-être de façon inopinée », a-t-il averti, exhortant les uns et les autres à prendre un certain nombre d'initiatives visant à redorer le blason de l'administration au niveau de Brazzaville.

Il a, par ailleurs, déploré le comportement de certains directeurs départementaux, surtout ceux disposant des portefeuilles qui bafouent parfois l'autorité du préfet, au mépris de la loi. C'est ainsi qu'il les a mis en garde d'autant plus qu'ils rencontreront la rigueur de la loi. Pierre Cébert Iboko Onanga a également parlé d'un certain nombre de directeurs départementaux qui versent de l'argent à leurs directions générales comme si elles étaient le Trésor public. « Nous allons les recadrer, ils vont rencontrer la force de la loi. A la territoriale, on ne fait pas sa propre volonté. Les directeurs départementaux ne devraient pas perdre de vue l'existence de la préfecture, ils doivent produire à temps leurs documents d'expression pour déposer leurs rapports à temps, au plus tard le 5 avril. Vous créez des conditions pour que Brazzaville soit toujours le dernier maillon pour déposer les rapports », a-t-il déploré, invitant les participants à capitaliser sur les enseignements reçus.

Parfait Wilfried Douniama

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

La CNTR appelle à la prise des mesures radicales

Les enquêtes menées par la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR) en 2023 dans plusieurs administrations déconcentrées et décentralisées ont révélé des dysfonctionnements blâmables dans la gestion financière.

Selon le président de la CNTR, Joseph Mana Fouafoua, qui s'exprimait à l'ouverture de la 5e session ordinaire budgétaire de cette institution, le 26 mars à Brazzaville, ces dysfonctionnements sont à corriger « en urgence en prenant des mesures radicales afin de supprimer cette gangrène ».

La CNTR a, en effet, poursuivi ses missions d'enquête sur le

terrain auprès du Fonds national pour l'employabilité et l'apprentissage; du Fonds national pour le développement et la promotion des activités sportives; de l'Agence congolaise d'information (ACI); de la Caisse des retraites des fonctionnaires; du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), ainsi que dans les administrations décentralisées du

Conseil départemental et municipal de la ville de Brazzaville.

« De manière générale, ces enquêtes nous renseignent que la loi portant code de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques n'est pas connue des gestionnaires de ces structures, donc n'est pas appliquée », a révélé Joseph Mana Fouafoua.

S'agissant de l'ACI et du CNTS, la CNTR va procéder à un audit approfondi de leurs comptes sur les trois dernières années de leur gestion avec le concours de cabinets d'audit indépendants. Elle entend également auditer les comptes de la Redevance audiovisuelle et de Global Access Congo SA pour lesquels elle a été interpellée.

La session ordinaire se tenant en 2024, déclarée année de la jeunesse par le chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gueso, le président de la CNTR pense que dans le cadre de la gouvernance financière et de la lutte contre les antivaleurs, les jeunes congolais sont appelés à jouer un rôle déterminant dans le changement des mentalités. Ceci en relayant les bonnes pratiques susceptibles de booster les comportements des gouvernants à travers les devoirs de transparence et de

redevabilité. « Nous, CNTR, sommes interpellés dans l'accompagnement de cette jeunesse afin qu'elle apporte des réponses positives aux attentes du président de la République au bénéfice de la nation. C'est à ce titre que la CNTR entend jouer sa partition cette année en identifiant et en organisant, avec le Conseil consultatif de la jeunesse, des activités concertées visant la sensibilisation de cette couche juvénile aux concepts de redevabilité, de transparence et de responsabilité dans la gouvernance publique », a-t-il annoncé. Il a précisé que cette initiative sera étendue à d'autres couches sociales parmi lesquelles les femmes, les organisations de la société civile, les médias, au regard des multiples défis que la gestion des finances publiques impose à tous.

P.W.D.



Les participants DR

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Des équipements de laboratoire pour l'Institut agronomique

L'Institut national de recherche agronomique (INRA) a reçu des équipements de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour améliorer ses performances scientifiques.

Du matériel de laboratoire permettant de faire, entre autres, les analyses des échantillons ; des produits chimiques et autres consommables constituent le don que l'INRA a reçu de l'AIEA. La directrice de cabinet par intérim de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Valérie Bonana, a procédé à la remise symbolique au directeur de l'INRA, le Dr Auguste Emmanuel Issali, le 27 mars à Brazzaville.

« Ces équipements nous permettront de faire avancer les programmes de recherche », a indiqué le directeur de l'INRA qui a, par ailleurs, précisé que cet institut a pour vocation de couvrir les activités de recherche sur le territoire national, à propos des problématiques de recherche qui se posent dans le secteur agricole.

Pour sa part, le coordonnateur national des activités de l'AIEA, Gaspard Liyoko Mboyo, a abondé dans le même sens en soulignant que ces équipements permettront à l'INRA d'améliorer son efficacité sur le terrain afin d'apporter les résultats attendus.

La directrice de cabinet, Valérie Bonana, qui a salué le partenariat entre l'AIEA et le Congo, a appelé les responsables de l'INRA à faire bon usage des équipements de laboratoire reçus afin que la recherche scientifique dans le secteur de l'agronomie puisse contribuer davantage au développement du pays.

Rominique Makaya



Remises des équipements à l'INRA/Adiac

CULTURE DE L'ENVIRONNEMENT MINÉRAL

41 chantiers du règlement climatique lancés à Brazzaville

Le lancement du méga-projet du règlement climatique mondial sur le thème « Création du nouvel environnement (à Magnons) ou environnement semi-naturel (de laboratoire) pour un règlement climatique mondial à température zéro, zéro degré Celsius : cas du chantier de la République du Congo » a eu lieu le 24 mars, à l'Académie des sciences et des arts du Congo (Asac).

Initié par le Dr Maurice Itous Ibara, expert en règlement climatique, promoteur et président directeur général de l'Asac, le méga projet du règlement climatique mondial prendra fin le 24 mars 2050. Il concerne 41 chantiers du règlement climatique, notamment la culture de 921 000 000 gisements de pétrole, mines, gaz (butanes, hydrogènes, acétylènes, propane...), huiles, bitumes, essences, gazoil, kérosènes renouvelables et non renouvelables tous harmonisés pour un règlement climatique mondial à température zéro, zéro degré Celsius.

Dans son mot introductif, le secrétaire perpétuel de l'Asac, Makuala Digu Di Nzita, a souligné que depuis plusieurs années, le Dr Maurice Itous Ibara réfléchit à une importante conférence qui est une étape décisive dans la concrétisation de ce parcours ponctué par la science à Magnons dont le chantier est présentement celui du Congo.

La méthode à Magnons, a expliqué le Dr Maurice Itous Ibara, conduit au règlement climatique de la planète Terre, à température zéro, zéro degré Celsius à partir de l'énergie solaire liquéfiée. Pour lui, d'après leurs recherches sur les nouvelles sciences dites à Magnons, physique-chimie à Magnons et biologie magnétique science de la vie, l'univers est composé de 1 084 337 349 soleils. Chaque 25 000 ans, ces soleils meurent pour certains et deviennent des super novas. « De



Le Dr Maurice Itous Ibara procédant à une opération du pétrole à Magnons-DR

nos jours, nous pouvons compter 921 000 000 soleils morts et représentant donc 83% du réchauffement climatique. Il en reste 163 337 349 soleils représentant 17% du règlement climatique que cet univers se partage avec toutes les planètes et autres entités dont la planète Terre », a-t-il indiqué.

Il a ajouté que les trois grands bassins forestiers tropicaux de la planète, à savoir le bassin du Congo, l'Amazonie et le Bornéo Mékong, bien que représentant les 80% du couvert végétal et environ

trois quarts de sa biodiversité (y compris les autres éléments de l'environnement planétaire), ne représentent que 17% du règlement climatique (chaque planète étant la reproduction exacte de notre univers en miniature). Autrement dit, la séquestration et l'emprisonnement des bonnes de carbone par les tourbières... ne sont qu'à 17%.

L'environnement à Magnons répond à la problématique du règlement climatique

A la question de savoir comment

régler le climat, le Dr Maurice Itous Ibara pense que le nouvel environnement ou environnement à Magnons répond à la problématique du règlement climatique par la création des nouvelles énergies renouvelables.

« Le nouvel environnement représentant scientifiquement le règlement climatique ne concerne plus les trois grands bassins : bassin du Congo, Amazonie et Bornéo Mékong, mais des nouveaux bassins à créer, autrement dit, le nouvel environnement minéral (pé-

trole à magnons, mines à magnons, huiles à magnons... gaz à magnons...), le nouvel environnement végétal (palmiers à magnons...) et le nouvel environnement animal », a précisé le Dr Maurice Itous Ibara.

Le crédit carbone à Magnons, a-t-il expliqué, est un procédé du marché carbone qui consiste à la décarbonation de l'environnement en passant par une équation dite équation du règlement climatique à température zéro degré Celsius, issue de la culture des nouvelles énergies renouvelables en création (nouvel environnement). A propos, pour décarboner la République du Congo, le Dr Maurice Itous Ibara pense qu'il faut d'abord s'approprier l'environnement en le recréant. Ensuite, appliquer l'équation du règlement climatique. Cette équation permet l'harmonisation du carbone avec les énergies non polluantes pour aboutir à l'annulation totale du carbone et passer vers l'émergence des nouvelles énergies renouvelables, propres et saines. Le Congo est décarboné quand les outils du carbone à magnons des zones économiques spéciales de Ouesso, Oyo, Ollombo, Brazzaville et de Pointe-Noire deviennent toutes des nouvelles énergies renouvelables, les émissions de gaz à effet de serre deviennent alors des émissions à effet d'Actol. Le prix d'un crédit carboné à Magnons est de 19 000 000 FCFA pour une tonne de dioxyde de carbone.

Bruno Zéphirin Okokana

GENRE

Des femmes devisent sur les notions d'autonomisation

Le secrétariat exécutif permanent du Conseil consultatif de la femme a organisé, le 27 mars, à Brazzaville une causerie-débat sur le thème « Intensifier l'autonomisation des femmes congolaises pour parvenir à l'égalité des sexes ».

La rencontre entre les membres du secrétariat du Conseil consultatif de la femme et les participantes, notamment quelques parlementaires, des élues locales, des étudiantes ainsi que d'autres actrices de la promotion des droits des femmes a permis d'aborder, sans langue de bois, les problèmes qui minent la femme congolaise dans son ensemble.

Chacune des participantes, selon son domaine, a évoqué les causes qui poussent certaines femmes à se cantonner derrière les hommes. Diverses pistes de solutions ont été proposées au terme des débats. Les femmes ont, en effet, déploré la persistance et l'évolution du phénomène « Bébé noir », le manque de formation des femmes ainsi que de cohésion et de travail en équipe. A en croire la secrétaire exécutive permanente, Antoinette Kebi,

ce genre d'occasion de réflexion autour des questions liées à l'autonomisation des femmes permet au Conseil de recueillir des avis.

Elle a estimé qu'il est nécessaire de miser sur la formation dans différents domaines pour permettre à la femme de s'épanouir totalement. « Nous sommes là pour échanger des propos avec ces femmes représentant les différentes catégories de notre société sur la nécessité d'intensifier l'autonomie des femmes. Nous parlons également, lors de ces échanges, du rôle que joue la femme pour combattre certains phénomènes qui gangrènent notre société. Une femme pour être autonome doit déjà avoir une certaine formation. La formation n'est fortement pas livresque mais dans plusieurs domaines. Ce combat ne concerne pas seulement



Les participantes à la causerie débat/Adiac

les femmes, les hommes doivent également faire à ce qu'ils soient accompagnés des femmes fortes », a indiqué Antoinette Kebi.

Les participantes ont salué l'initiative du Conseil d'échanger régulièrement avec les femmes. « J'appelle les femmes à ne pas être les êtres à mille bras car il y a des tâches spécifiques à la

femme. Nous devons tout faire pour garantir une stabilité sociale. La femme est le cœur de la vie. Aujourd'hui, nous vivons des phénomènes néfastes dans la société et c'est la femme qui est censée encadrer les enfants », a signifié Jeanne Loumeto.

En rappel, le Conseil consultatif de la femme est une

structure instituée par la Constitution de la République du Congo adoptée le 25 octobre 2015. Sa mission principale consiste à émettre des avis au président de la République sur les questions liées à la condition de la femme et faire des suggestions visant à promouvoir l'intégration de la femme au développement.

Rude Ngoma

DISPARITION

Dernier hommage des AET à Sébastien Souza Sayeto

L'Association des anciens enfants de troupe (AET) du Congo, conduite par son président, Rémy Ayayos Ikounga, a rendu le 26 mars à Brazzaville un ultime adieu au colonel Sébastien Souza Sayeto, décédé le 9 mars dernier.

Dans l'oraison funèbre, l'AET Serge Eugène Ghoma-Boumbanga a indiqué que Sébastien Souza Sayeto est né le 19 juin 1946, à Brazzaville. Après ses études primaires à l'école Saint Pierre-Claver de Baongo, où il suit également le catéchisme en étant un fervent serviteur de messe, il est brillamment admis au concours d'entrée à la prestigieuse Ecole militaire préparatoire général Leclerc, au sein de la promotion baptisée Félix-Eboué.

Ainsi donc, en 1962, après l'obtention du BEPC, et grâce à son seul mérite personnel, il est admis à suivre le cours secondaire au Prytanée militaire de Saint-Louis, au Sénégal, destiné alors aux meilleurs élèves appelés à poursuivre après le baccalauréat le cycle supérieur.

Pour sa formation militaire, on retiendra pour mémoire que l'AET Sébastien Souza Sayeto a suivi le parcours classique d'un officier intelligent et doué, promis à une belle carrière de comman-



Le président des AET se recueillant devant le cercueil/Adiac

dement. Ainsi donc, il entre à l'école militaire de l'air : l'EMA de Salon en France en 1966, pour sa formation initiale d'officier, le stage d'officier politique en République démocratique d'Allemagne en 1968, pour le cours de ca-

pitaine ; admis au concours du Commissariat de l'école militaire de Salon de Provence en France, d'où il sortira nanti du prestige d'être le premier Commissaire de l'air du pays, en 1973. Il a, par ailleurs, glané durant sa vie

plusieurs diplômes universitaires et suivi d'innombrables formations (...).

Durant son exemplaire carrière militaire et civile, l'AET Sébastien Souza Sayeto occupera tour à tour différentes responsabilités qui lui donne-

ront l'opportunité d'éclorer ses compétences dans la société, affirmant ainsi une personnalité accomplie. C'est ainsi qu'il sera, par exemple, directeur de l'administration et des finances de la Société nationale aérienne Lina Congo ; conseiller au ministère des Transports où il contribuera à la mutation du Secrétariat général de l'aviation civile en Agence nationale de l'aviation civile (Anac), en 1978. Engagé à l'Anac, il y occupera dès 1982 le poste de chef de service de l'administration et des finances, et favorisera en interne l'explosion d'une nouvelle génération de cadres. Par ailleurs, à la faveur de la Conférence nationale souveraine de 1992, au cours de laquelle il est réhabilité au sein des Forces armées congolaises au grade de colonel, sa carrière administrative prendra un autre tournant. Il sera d'abord nommé conseiller du Premier ministre, chef du gouvernement et ensuite secrétaire général de la primature....

Guillaume Ondze



UN (E) SHEQ COORDINATOR

- Participer à la mise en œuvre et à la facilitation de la stratégie SHEQ d'Helios Towers dans l'Opco;
- veiller sur la chaîne d'approvisionnement, sous la supervision du SHEQ Advisor ou Manager SHEQ;
- Influencer efficacement et positivement les employés ainsi que les intervenants externes afin d'améliorer continuellement les aspects HSE et avoir une gestion des risques optimales pour l'OpCo.

Diplôme: Bac + 3

Spécialité: Droit ou en sciences policières. Une formation en matière de sécurité et / ou d'évaluation et de gestion des risques

Minimum 3 ans d'expérience professionnelle liée au SHEQ dans une organisation liée à l'entretien et/ou à la construction

Certificat Général International IOSH Managing Safety (ou équivalent)

Lieu du poste: Brazzaville

Date de clôture: 15 Avril 2024

Offre disponible sur [LinkedIn](#)



Nous Recrutons!

UN (E) SUPPLY CHAIN ASSISTANT

- Gestion quotidienne des achats locaux et internationaux de l'entreprise;
- Négociation et exécution des contrats locaux;
- Gestion de l'ensemble du sourcing, gestion des relations avec les fournisseurs (SRM);
- Optimisation des achats afin de générer des économies en termes d'Opex et de Capex.

Diplôme: Bac + 3

Spécialité: Chaîne d'approvisionnement (Procurement), Finance, Economie et Commerce.

Minimum 5 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de l'approvisionnement

Lieu du poste: Brazzaville

Date de clôture: 15 Avril 2024

Offre disponible sur [LinkedIn](#)

PROCOB



PROCOB SA PROCEDERA A UNE VENTE AUX ENCHERES DE DIVERS LOTS DE MATERIELS DE CHANTIER ET DE PIECES DETACHEES ELECTRIQUES AINSI QUE DES MATERIELS D'OUTILLAGES

Il sera procédé à partir du vendredi 29 mars et samedi 30 mars 2024 à partir de 8h30 à la vente aux enchères de lots de matériels de chantier, d'outillage industriel et de pièces détachées pour électricité industrielle.

A titre d'exemple :

- 1 engin BOB CAT mise à prix : 20.000.000 fcfa
- 1 grue mobile LOCATYELI mise à prix : 85.000.000 fcfa
- 1 grue toure avec contre-poids mise à prix : 8.000.000 fcfa
- 1 remorque benne 24 m3 mise à prix : 5.000.000 fcfa
- 1 mini bus essence marque Nissan mise à prix : 3.000.000 fcfa

Adresse : Avenue de la Corniche, Quartier 22 MBAMA, BA CONGO (Derrière la case de Gaulle).

Tél : 05 521 43 47 / 05 349 99 78

CONDITIONS DE VENTE

Les marchandises sont adjugées libres de tous droits et taxes au plus offrant et ne sont remises que contre paiement en espèces ou chèque certifié.

Les frais d'enregistrement ainsi que l'enlèvement des marchandises sont à la charge des adjudicataires.

Les marchandises sont à enlever dans les 48h qui suivent l'adjudication.

Les marchandises sont vendues dans l'état ou elles se trouvent, sans garantie de la part de la société PROCOB SA, aucunes réclamations ne pouvant être admises.

La Direction Générale de PROCOB SA

PROCOB S.A.
RCCM CG/ BZV/ 06 - B - 42 / BP 13391
BRAZZAVILLE - CONGO
Tél: 222 60 66 94 / 05 099 20 20

AVIS DE RECRUTEMENT

Une association du domaine environnemental est à la recherche d'investigateurs engagés, motivés, et très actifs prêts à exercer sur toute l'étendue du territoire national.

Conditions à remplir :

- être sociologue, environnementaliste, agronome...;
- travailler sous pression ;

Les candidats intéressés doivent envoyer, au plus tard le vendredi 15 avril 2024 à 17 heures, une lettre de motivation et un cv à l'adresse suivante : recrutement2016congo@gmail.com.

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

CHINE-FRANCE

Le chemin vers la revitalisation rurale

Grâce au développement d'industries spéciales et à l'intégration de l'agriculture, de la culture et du tourisme, le revenu net par habitant du village en 2023 s'est élevé à 72 000 yuans, déclare Wang Chuanxi, responsable de Daicun, un village des monts Yimeng, dans la province chinoise du Shandong (Est), lors d'une récente rencontre avec la presse.

La revitalisation rurale, qui est devenue une question clé du développement économique et social, trouve des échos non seulement en Chine, mais aussi à l'international, comme en France, où le plan France ruralités a été annoncé le 15 juin 2023 pour répondre aux besoins spécifiques des territoires ruraux.

La région des monts Yimeng est l'une des célèbres bases révolutionnaires de la Chine. Avec l'exploitation des ressources du tourisme rouge et le développement d'industries locales, les villages de la région connaissent des changements remarquables et le niveau de vie de la population s'améliore.

Dans le district de Linqi, situé au cœur des monts Yimeng, une grande variété de produits à base de foie gras attend d'être expédiée vers des marchés du monde entier.

Les premières oies ont été importées dans le district en 1988. La même année, un expert français en élevage s'y est également rendu pour aider au développement de l'industrie de l'oie de Linqi.

«Au cours des quatre premières années, nous nous sommes

beaucoup inspirés de ses expériences précieuses, notamment dans la construction d'ateliers, les techniques d'élevage et le gavage», se rappelle Gao Yuanliang, responsable de l'entreprise locale Zunrun Sanrougey Food.

Aujourd'hui, après des années de développement, le district compte plus de 100 entreprises dans le secteur qui produisent chaque année cinq millions d'oies grises des Landes et plus de 5 000 tonnes de foie gras, ce qui représente 70% du marché chinois et 20% du marché mondial, avec une valeur de production annuelle dépassant les huit milliards de yuans.

A l'instar de la Chine, la France mobilise également des initiatives innovantes afin de revitaliser ses campagnes. Bordeaux, ville réputée pour son histoire de 2 000 ans dans la culture de la vigne et célèbre pour son industrie vitivinicole, a déjà opté pour des modes de culture plus écologiques en vue d'économiser l'eau et l'énergie. Elle s'est aussi engagée dans une démarche environnementale pour réduire son empreinte carbone et promouvoir un développement vert.

A Xujiahu, bourg du district de Yishui, le gouvernement promeut un projet d'industrie florale adapté aux conditions locales et mène une coopération avec de grandes bases florales et des plateformes de commerce électronique pour stimuler les ventes, permettant d'augmenter considérablement les revenus de la population locale.

«Non seulement nous faisons progresser des industries locales, mais nous nous efforçons également de réduire nos dépenses», note Yuan Zhonghua, responsable adjoint du bourg. «Nous avons mis en place une équipe pour les infrastructures du bourg, en rassemblant les villageois qui connaissent bien la politique, le design et la construction», a-t-il ajouté.

Afin d'offrir davantage de places de parking aux touristes, l'équipe a entrepris la conception et la rénovation de certains murs et de maisons délabrées. Dans un espace limité, un parking pouvant accueillir plus de 20 voitures a été construit. «C'est presque gratuit», indique Yuan Zhonghua avec enthousiasme, ajoutant que si le plan

original de la société de conception avait été utilisé, le coût aurait été supérieur à 100 000 yuans.

Le gouvernement local a également redoublé d'efforts pour améliorer le logement. Au fil des ans, le bourg de Xujiahu a réalisé la démolition de 450 décombres, la construction de 36 000 mètres de fossés de drainage, l'embellissement de 86 rues, l'installation de 4 174 lampadaires, ainsi que l'amélioration de 45 dispensaires en vue de faciliter davantage la vie de la population locale.

En parallèle, la France met en valeur son patrimoine rural à travers le label «Plus beaux villages de France». Cette initiative vise à promouvoir le tourisme dans des villages au patrimoine culturel et architectural exceptionnel, tels que Rocamadour en Occitanie ou Conques en Aveyron.

Le succès de ces villages, reconnus pour leur beauté et leur authenticité, stimule l'économie locale, tout en préservant leur identité et en enrichissant l'offre touristique française.

A des milliers de kilomètres, en Chine, le tourisme rouge est également devenu une nouvelle

force pour le développement durable dans la région des monts Yimeng. A Xiqiangyu, village du district de Yishui, de nombreux touristes viennent admirer les paysages printaniers. Ces dernières années, le village a restauré des sites historiques, amélioré les infrastructures locales et construit des hébergements folkloriques pour stimuler le développement du tourisme et augmenter les revenus.

«Pendant les vacances de la fête nationale en 2023, notre village a accueilli en moyenne un à deux mille touristes par jour», se souvient Wang Chengcheng, responsable du village de Xiqiangyu, ajoutant: «La route principale de sept mètres de large était pleine de véhicules».

Dans ce contexte global, la région de Yimeng et Bordeaux se dressent comme deux exemples inspirants de la manière dont la tradition et l'innovation peuvent se combiner harmonieusement au bénéfice des communautés rurales, illustrant la richesse et la diversité des approches possibles sur le chemin vers la revitalisation rurale.

Xinhua

BAISSE DE LA FÉCONDITÉ

Des pays verront leur population décliner d'ici à 2100

La fécondité mondiale est en chute libre et le phénomène va continuer, révèle une vaste étude scientifique.

Où sont les bébés ? «La fécondité décline à travers le monde», et «à l'avenir, les taux de fécondité vont continuer à décliner à travers le monde». C'est ce que rapporte une vaste étude dans la revue scientifique The Lancet, constatant que plus de la moitié des pays observent déjà un taux de fécondité trop faible pour maintenir le niveau de leur population. L'étude a pour base les chiffres du Global burden of disease, un vaste programme financé par la fondation américaine Bill & Melinda Gates visant à réunir les données de santé de la plupart des pays. Les chercheurs ont non seulement évalué les taux actuels de fécondité dans ces pays, mais ont aussi cherché à calculer l'évolution à venir en fonction de nombreuses variables prédictives, comme les niveaux d'éducation ou la mortalité infantile. Ils concluent que d'ici à 2050, trois quarts des pays auront un taux de fécondité insuffisant pour maintenir leur population en l'état. D'ici à 2100, la plupart des pays seront concernés.



Où sont les bébés ?

Des « conséquences considérables »

Les chercheurs prévoient, par ailleurs, que la population de pays pauvres continuera longtemps à augmenter, notamment en Afrique subsaharienne, alors qu'elle baissera dans les pays développés. Ce déséquilibre risque, selon eux, d'avoir «des conséquences considérables sur les plans économique et sociétal». Ce travail s'inscrit dans un contexte où nombre de pays s'inquiètent de l'évolution de leur population comme la France, où le président Emmanuel Macron a appelé à un «réarmement démographique». Pour autant, les prévisions de l'étude du Lancet doivent être

prises avec précaution, soulignent, dans le même numéro, des chercheurs de l'Organisation mondiale de la santé.

Ils critiquent plusieurs choix de méthodologie, relevant notamment la faiblesse des données actuellement disponibles dans nombre de pays pauvres. Et, sur le fond, «il faut privilégier la nuance et non le sensationnalisme quand on parle de la baisse des taux de fécondité», estiment-ils. Ils indiquent aussi qu'un tel phénomène peut présenter des avantages (environnement, alimentation...) comme des inconvénients (systèmes de retraite, emploi...). Ils notent surtout qu'il n'y a «pas de manière évidente» d'agir dessus.

Noël Ndong

CHANGEMENT CLIMATIQUE

La température des océans a atteint un niveau record en février

Selon le service Copernicus concernant le changement climatique (C3S) de l'Union européenne (UE), la température des océans a atteint un niveau record en février, avec une moyenne à la surface de la mer de 21,06 degrés Celsius.

La température moyenne de la surface de la mer en février a dépassé le précédent record de 20,98°C établi en août 2023. Ce record intervient alors que le mois de février a été le plus chaud jamais enregistré dans le monde, comparé à la même période les années précédentes. Depuis juin, chaque mois a été le plus chaud jamais enregistré dans le monde.

Outre le dérèglement climatique d'origine humaine, le phénomène météorologique El Niño, qui réchauffe les eaux de surface dans l'Est de l'océan Pacifique et contribue à l'augmentation des températures mondiales, alimente la hausse des températures.

«Le plus étonnant, c'est que la température à la surface de la mer atteint des niveaux records dans des régions géographiquement éloignées des zones où El Niño est observé», a déclaré Richard Allan, scientifique de l'Université de Reading. D'après lui, cela indique la forte influence de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Le C3S a indiqué que le phénomène El Niño était en train de s'affaiblir, mais que les températures de l'air au-dessus des océans restaient à des niveaux anormalement élevés.

N.Nd.

PEKIN

Des journalistes visitent le musée du Parti communiste chinois

Une délégation des journalistes africains et arabes en séjour à Pékin a visité, le 26 mars, le musée du Parti communiste chinois (PCC). Site historique et majeur pour la population chinoise et les visiteurs internationaux, ce musée est un lieu emblématique qui retrace l'histoire dudit parti à travers une exposition.

La visite s'est inscrite dans le cadre des différentes activités initiées par le Centre international de presse et de communication en Chine (CIPCC) pour son programme de formation et d'échange médiatique édition 2024. Inauguré le 18 juin 2021, le musée du PCC est situé près du parc olympique dans le district de Chaoyang à Pékin au nord de la ville. Site consacré à des expositions permanentes et complètes sur l'histoire du Parti, il retrace comment le PCC a uni et conduit le peuple chinois sur des voies innovatrices et démontre l'esprit noble et l'expérience précieuse tirés de l'intérieur. Gérer par le département de la propagande du comité central du PCC, la magnifique architecture de ce lieu prend la forme du caractère chinois « gong », qui ressemble à un H horizontal.

Déambulant dans ce lieu pendant un peu moins de deux heures, cette visite a permis aux journalistes de découvrir, de scruter les images, les objets et les archives présents dans ce musée en vue d'en apprendre davantage sur l'histoire et les réalisations de la Chine au cours des décennies sous la direction du PCC. En effet, ce moment d'imprégnation a également été pour les journalistes une opportunité d'apprentissage riche



Les journalistes en visite au Musée du PCC/Adiac

en contenu et impressionnante. Le musée compte un peu plus de 2000 images et 3000 objets exposés.

Né dans la clandestinité en 1921, le PCC trouve ses origines dans le mouvement du 4 mai 1919, au cours duquel les idéologies occidentales radicales comme le marxisme et l'anarchisme ont gagné du terrain parmi les intellectuels et activistes chinois. De 1921 à 1949, il a dirigé le peuple chinois dans sa lutte armée ardue et a finalement réussi à renverser le régime de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique et à établir la République popu-

laire de Chine (RPC).

Après la fondation de la RPC, le parti a dirigé le peuple chinois de tous les groupes ethniques dans la défense de l'indépendance et de la sécurité du pays, en achevant avec succès la transition de la nouvelle révolution démocratique à la révolution socialiste, en menant une construction socialiste systématique à grande échelle et en réalisant un progrès économique et culturel sans précédent dans l'histoire chinoise. Dans la même période, il a continué à conduire la nation vers des progrès constants.

De par sa nature, le PCC est

l'avant-garde de la classe ouvrière chinoise ainsi que du peuple chinois et de la nation chinoise et c'est le noyau du leadership pour la cause du socialisme à la chinoise. Ce parti représente la tendance de développement des forces productives avancées de la Chine, l'orientation de la culture avancée de la Chine et les intérêts fondamentaux de l'écrasante majorité du peuple chinois. « La fondation du parti communiste a été un événement qui a profondément changé le cours de l'histoire chinoise. Elle a transformé l'avenir de la société et de la nation chinoise, et modifié

le paysage du développement mondial », a fait savoir le guide sur les lieux.

Après la troisième session plénière du onzième Comité central du Parti à la fin de 1978, le pays s'est lancé dans le plus grand changement de l'histoire de la Chine nouvelle. À partir de 1979, le PCC a commencé à mener la politique de réforme et d'ouverture initiée par Deng Xiaoping. Plus de deux décennies après le lancement de la réforme et de l'ouverture, le développement économique et social de la Chine a été couronné de succès remarquables et le pays a adopté un nouveau visage. Il s'agit de la meilleure période depuis la fondation de la RPC au cours de laquelle le peuple chinois a récolté le plus de bénéfices matériels.

Pour clore cette petite présentation, il faut noter que depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir, une vaste campagne anti-corruptions a été lancée tout en centralisant les pouvoirs au sein du bureau du secrétaire général du PCC, aux dépens de la direction collective des décennies précédentes. En 2021, le PCC a célébré son centenaire et la Chine a aidé tous les habitants du pays à sortir de l'extrême pauvreté. Cela marque une étape importante pour la Chine ainsi que pour le monde.

Gloria Imelda Lossele

NÉCROLOGIE

Le commandant Eymar Confiance Mafoua (officier supérieur de gendarmerie) et ses sœurs Synthia Makita, Dominique Mabika - Mabika, Valence Mabika, Anycha Mabika et Emercia Mabika - Mabika ont le regret et la profonde douleur d'annoncer le décès de leur tendre mère, la colonelle des Douanes congolaises à la retraite, Mme Tchitembo-Tchizinga Bernadette (mère Defao), survenu le 25 mars 2024 à Pointe Noire. La veillée mortuaire se situe au domicile familial, vers le rond-point Sympathic, derrière l'église catholique Saint-Christophe à Mvou-Mvou (Pointe Noire).



CEEAC

La protection sociale des travailleurs migrants à l'étude

Le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a lancé, le 26 mars à Brazzaville, l'atelier de validation tripartite du rapport et de la feuille de route sur l'accès à la protection sociale des travailleurs migrants dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Organisé par le Programme conjoint de migration de main-d'œuvre de l'Union africaine, l'Organisation internationale du travail et l'Organisation internationale pour les migrations, l'atelier se tient sur le thème « De la vision à l'action : protéger les droits des travailleurs migrants grâce à l'extension de la protection sociale dans la CEEAC ».

Les représentants gouvernementaux ainsi que les partenaires sociaux vont échanger sur les cadres juridiques qui les inspirent, les orientent afin d'évaluer la faisabilité et d'étendre la protection sociale par le biais d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre les acteurs clés de la région. De même, ils proposeront des mesures unilatérales à l'initiative des Etats membres qui permettraient d'étendre cette protection sociale aux travailleurs migrants et à leurs familles.

Outre l'adoption du rapport tripartite, les participants à l'atelier vont également approuver la feuille de route pour la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de façon générale, qui permettra d'accélérer l'expansion de la protection sociale aux travailleurs migrants au sein de ces pays membres.

Afin d'encourager l'initiative, l'ambassadeur Beaudoin Hamuli, représentant de la CEEAC au Congo, a rappelé : « La CEEAC a pour but de promouvoir le développement économique harmonieux de la région à travers un processus d'intégration des économies et des sociétés des Etats membres. A travers aussi la bonne gouvernance, le développement d'un environnement de paix, de sécurité et de stabilité durable, afin que la région se démarque comme un espace pertinent, commun, dans les relations internationales et l'économie mondiale ».

Il est reconnu par des experts que la migration de main-d'œuvre, lorsqu'elle est bien gérée, contribue de façon significative à la croissance des pays de destinations et joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté dans les pays d'origine. Ainsi, le Pacte mondial pour l'immigration recommande aux Etats membres de tout mettre en œuvre pour créer les cadres de coopération qui visent à améliorer la gouvernance de la migration. Il encourage également les Etats à signer des accords bilatéraux et multilatéraux ou des partenariats solides qui garantissent une protection



Le podium lors du lancement des travaux de l'atelier/Adiac

efficace aux travailleurs migrants. Et, les traités révisés de la CEEAC encouragent la Commission à mettre en place des politiques et des stratégies en vue d'une bonne gouvernance des migrations dans l'espace communautaire.

Renforcer sa coopération avec la Cipres

À l'atelier de Brazzaville, les participants estiment que c'est l'occasion pour la CEEAC de renforcer sa coopération avec la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale (Cipres) et de faire le plaidoyer auprès des quatre Etats membres qui n'ont pas encore ratifié l'accord de coopération avec la Cipres.

Très attaché aux principes d'éga-

lité de traitement et de non-discrimination, le coordonnateur du système des Nations unies au Congo, Chris Mburu, a commenté l'initiative en ces termes : « Cette démarche est non seulement bénéfique en terme de protection contre les risques économiques et sociaux en réduisant leurs vulnérabilités et en améliorant leur résilience, employabilité et productivité. Elle contribue également à la réalisation des Objectifs de développement durable 8 et 10, qui visent respectivement à promouvoir un travail décent et une croissance économique et à réduire significativement les inégalités ».

Pour améliorer la gouvernance et la protection sociale dans les Etats

membres de la CEEAC, le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, a encouragé les participants à « beaucoup de rigueur et de pertinence dans le travail de validation de cette étude et de la feuille de route qui lui est associée, étude des feuilles de route qui vont induire la responsabilité de nos Etats et de notre communauté pour le présent et pour l'avenir. Améliorez-les. Enrichissez-les par des amendements pour accélérer l'extension de la protection sociale aux travailleurs migrants dans notre région, comme telle est notre volonté partagée ».

Fortuné Ibara

AUTONOMISATION DES FEMMES

Le Pnud et la Banque postale du Congo liés par un partenariat

Un accord de partenariat a été signé, le 27 mars, à Brazzaville, entre la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Adama Dian Barry, et le directeur général de la Banque postale du Congo (BPC), Calixte Médard Tabangoli. Cette collaboration vise à promouvoir un meilleur environnement de travail aux femmes et à faciliter le contrat de stage pour les femmes au sein de la banque, ainsi qu'à initier les travailleurs de la BPC à la notion de parité.

Le contrat de partenariat stratégique pour l'employabilité des jeunes filles et de l'institution de l'égalité genre et autonomisation des femmes dans le milieu des finances engage non seulement la BPC et le Pnud, mais aussi le Fonds des Nations unies pour la population et l'ONU femmes qui est l'entité des Nations unies en charge de la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Il est suivi de la signature d'une convention de stage permettant l'insertion professionnelle d'une vague de dix femmes avant d'autres cohortes. Il s'agit d'une première initiative du genre en République du Congo visant à promouvoir l'égalité entre homme et femme en milieu professionnel et l'avancement du personnel féminin à des postes de responsabilité. L'objectif de cette initiative, d'après la BPC et ses partenaires onusiens, est d'accroître l'accès des femmes et filles en particulier celles du secteur informel au marché financier, de favoriser l'employabilité de celles-ci et la poursuite des efforts de l'institutionnalisation du genre au sein de cette banque publique.

À travers ce contrat de partenariat, les dirigeants de la BPC se sont engagés à améliorer sa gouvernance et stratégie en impliquant le concept genre, à progresser la rémunération des femmes au même titre que leurs collègues hommes, à assurer un



Echange de parapheurs entre les deux parties/Adiac

équilibre de vie professionnelle et les soins, à recruter plus de femmes. Au sein de la banque, la lutte contre les violences basées sur le genre, l'abus de pouvoir

et le harcèlement sexuel et l'exploitation sexuelle sera renforcée en y associant les collaborateurs masculins.

Pour le directeur général de la

BPC, Calixte Médard Tabangoli, la banque est déterminée à assumer sa responsabilité sociétale en dehors de la fonction commerciale. « L'action de la BPC va

donc s'étendre et s'intensifier pour répondre aux problématiques de l'heure. Cette action, pour atteindre ses objectifs, doit être accompagnée par un acteur au développement qui inspire respect, considération et pour lequel les questions de l'employabilité et du genre sont ancrées dans son ADN », a-t-il déclaré.

Saluant l'engagement de la banque, Adama Dian Barry a réitéré la volonté du Pnud à accompagner le processus d'employabilité des femmes en milieu financier au Congo. « En lançant la première promotion de jeunes stagiaires, mais également la vision et le plan d'action de la BPC pour être certifiée conforme aux standards en matière de respect du genre et de réinvestissement dans le développement durable, nous sommes résolument ancrés dans les tons des thèmes du mois de la femme », a estimé la représentante résidente du Pnud.

La mise en œuvre de ce programme dédié à la parité permettra à la BPC d'être labellisée Gender equality seal, selon les normes du Pnud. A en croire l'experte du Pnud, Immaculée Habiambere, le label est renouvelé tous les trois ans après évaluation par des experts onusiens. Il s'agit d'encourager la BPC à pouvoir affermir son dispositif interne en incluant la question du genre, a ajouté un autre expert Ezéchiel Ouedraogo.

Fiacre Kombo

MONNAIE

Le franc congolais se déprécie depuis début 2024

Le franc congolais (FC) ne cesse de dégringoler sur le marché de change face aux monnaies étrangères. Et ce, en dépit des politiques prudentielles mises en place par la Banque centrale du Congo (BCC) pour la stabilisation monétaire.



Le dernier rapport publié par l'institution bancaire nationale fait état d'une perte de plus de 26 % de la valeur marchande de la monnaie nationale en une année. « Par rapport à fin mars 2023, la monnaie nationale a enregistré une dépréciation de 26,2 % à l'indicatif et 15,6 % au parallèle », renseigne la note de conjoncture de la BCC.

Au 18 mars 2024, la monnaie nationale a enregistré une légère dépréciation hebdomadaire de 0,12 % à l'indicatif, situant le taux à 2.761,12 CDF le dollar américain.

Au marché parallèle de change, le taux s'est établi à 2 750,63 CDF, soit une légère appréciation de 0,16 %. Comparée à fin décembre 2023, la monnaie nationale a connu la perte de sa valeur de 3,34 % à l'indicatif et 2,33 % au parallèle. Dans les grandes villes des provinces, le taux de change moyen s'est situé à 2 750,77 CDF, soit un taux de dépréciation hebdomadaire de 0,07 %. Clairement, la situation de la monnaie nationale ne s'est pas du tout améliorée sur le marché de change.

Martin Enjimo

TOGO

Le pays passe du régime présidentiel au régime parlementaire

L'Assemblée nationale du Togo a adopté, dans la nuit du 25 au 26 mars, des modifications à la Constitution du pays pour passer du régime présidentiel au régime parlementaire, selon un communiqué du gouvernement.

Les députés ont voté à 89 voix pour, sur 91, les nouvelles modifications à la Constitution togolaise qui mettent fin à l'organisation de l'élection présidentielle.

Selon le communiqué, le président de la République sera élu par le Parlement réuni en congrès pour un mandat unique de six ans. Jusqu'alors, le mandat du président togolais, élu au suffrage direct, était de cinq ans, renouvelable une fois.

Le texte constitutionnel adopté

a créé une nouvelle fonction de «président du Conseil des ministres», élu pour un mandat de six ans, qui détiendra une autorité considérable dans la gestion des affaires gouvernementales et sera responsable devant le Parlement.

D'après Tchitchao Tchelim, président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale à l'Assemblée nationale, une fois ce texte entré en vigueur, «le chef de l'Etat

est pratiquement désinvesti de ses pouvoirs en faveur du président du Conseil des ministres, qui devient celui qui représente la République togolaise à l'extérieur, qui dirige effectivement le pays dans la gestion quotidienne».

Le pays s'appête à organiser le 20 avril des élections législatives, couplées avec des élections régionales, pour se doter d'une Assemblée nationale de 113 députés

BURKINA FASO

Signature d'une feuille de route pour la construction d'une centrale nucléaire

Le gouvernement burkinabè a signé, le 26 mars, avec la société russe Rosatom, la feuille de route de la construction d'une centrale nucléaire au Burkina Faso, a annoncé le ministère burkinabè de l'Energie, des Mines et des Carrières, dans une note d'information.

La feuille de route a été signée par le directeur général de l'entreprise Rosatom, Alexey Likhachev, et le ministre burkinabè de l'Energie, des Mines et des Carrières, Yacouba Zabré Gouba, en marge du Forum international sur l'énergie nucléaire Atomexpo 2024, tenu à Sotchi en Russie. Pour Yacouba Zabré Gouba, cette signature, qui fixe les différentes étapes du proces-

sus de construction de la centrale nucléaire au Burkina Faso, marque «une étape très importante» dans la mise en œuvre de la décision «stratégique» du chef de l'Etat burkinabè, le capitaine Ibrahim Traoré.

Le ministère burkinabè en charge de l'énergie et le géant russe de technologie nucléaire ont signé en octobre 2023 un mémorandum d'intention pour la construction

d'une centrale nucléaire au Burkina Faso, dont l'objectif est de doubler la production d'électricité d'ici à 2030.

La construction de cette centrale permettra de résoudre le problème de la pénurie d'énergie du Burkina Faso, selon les observateurs, qui estiment qu'elle permettra également au pays d'acquiescer son indépendance énergétique.

Xinhua


www.adiac.tv

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

8A, boulevard Denis-Sassou-N'Guessa
Brazzaville - République du Congo



PUBLICATION DU GOUVERNEMENT

L'heure est aux derniers réglages

L'informateur désigné pour définir la majorité parlementaire issue des urnes a clos mardi la série de consultations qu'il a initiée depuis le 19 mars.

Ces consultations étaient, en fait, la deuxième de la série après que le chef de l'État lui a demandé d'apporter quelques correctifs au premier rapport qu'il lui a été présenté. Il était question pour Augustin Kabuya d'avoir à sa disposition des éléments structurants pouvant faciliter la nomination du prochain Premier ministre. Entre-temps, les Congolais continuent de prendre leur mal en patience, tant l'attente ne cesse de tirer en longueur. Il y a lieu cependant de préciser que les derniers arrêts relatifs aux contentieux électoraux de la Cour constitutionnelle avaient remis en question le processus en ce sens qu'il fallait revoir le niveau des forces politiques en fonction de la liste définitive des élus nationaux telle que publiée par la haute juridiction du pays.

Un travail laborieux de toilettage qui aura pris plus de temps que prévu au regard



L'informateur Augustin Kabuya devisant avec le Président de la République, Félix Tshisekedi DR

«L'informateur se bat pour que la composition du gouvernement ne puisse pas créer assez de frustrations. Il est en train de travailler avec beaucoup de sagesse»

du sérieux qu'Augustin Kabuya entend imprimer à ce travail. Ce, d'autant plus que lesdits arrêts ont provoqué un véritable séisme politique en interne, avec des invalidations difficiles à accepter pour certains partenaires politiques. «L'informateur se bat pour que la composition du gouvernement ne puisse pas créer assez de frustrations. Il est en train de travailler avec beaucoup de sagesse», a révélé une source au faite du dossier. C'est par la réception de la délégation du MLC et alliés, conduite par le vice-Premier ministre Jean-Pierre Bemba Gombo, que l'informateur a finalement clos ses consultations avec les partis politiques. Les derniers réglages ont été effectués et dans quelques jours, sauf imprévu, le nom du prochain Premier ministre sera dévoilé ainsi que la liste des membres du gouvernement.

Sylvain Andema

PRODUCTION DU CUIVRE

La RDC propulsée à la deuxième place mondiale

Le pays devient officiellement le second grand producteur de l'or gris dans le monde. Sa production est passée à 2,84 millions de tonnes de cuivre en 2023, alors que celle du Pérou se situe à 2,76 millions de tonnes.

La République démocratique du Congo (RDC) vient officiellement de supplanter le Pérou en arrachant péniblement la deuxième place mondiale du plus grand producteur de cuivre. Depuis plusieurs années, le Pérou s'est maintenu à cette place, devançant la RDC qui clôturait le prestigieux top 3. A la tête, il y a toujours le Chili, qui confirme sa domination mondiale depuis plus de cinq ans. En 2023, il a produit plus de 5,36 millions de tonnes de cuivre. A la deuxième place, il y a désormais la RDC, avec 2,84 millions de tonnes. Enfin, le Pérou a signalé, à travers son ministère des Mines et de l'Énergie, une production de 2,76 millions de tonnes.

Dans le cadre de la nouvelle configuration du top 3, les avis sont partagés et même contradictoires. En effet, pour certains observateurs éclairés, la RDC aurait bénéficié d'investissements lourds dans le secteur minier au cours des dernières années. La perspective d'une troisième place se dessinait

déjà d'ici à 2026-2027 (Cabinet Wood Mackenzie, rapport 30 mai 2022). « La RDC possède aujourd'hui des mines à haute teneur en minerai, plus importantes que celles du Chili et du Pérou », a indiqué le cabinet. A l'époque, on pensait que la RDC, avec une production inférieure au Pérou, avait réussi la meilleure progression en glissement annuel. Kinshasa avait enregistré une hausse de 31 % à 2,36 millions de tonnes de cuivre. Mais, en terme de production, le Pérou restait en tête avec 2,8 millions de tonnes. Les experts projetaient déjà ce renversement au regard des nouveaux projets en RDC. Effectivement, plusieurs mines sont entrées en production ces dernières années, dont le fameux projet Kamo-Kakula considéré comme la future deuxième plus grande mine de



cuivre au monde. Mais, d'autres avis ont refusé de voir en cette deuxième place mondiale le résultat d'une performance congolaise. Pour eux, le Pérou a enregistré des sérieux pro-

blèmes à plusieurs niveaux : bureaucratie et troubles politiques. Cette situation a conduit à une diminution des investissements miniers, permettant à la RDC de ravir la deuxième

place. Toutefois, le géant du cuivre d'Amérique latine garde une certaine avance pour les exportations, avec 2,95 millions de tonnes. Ce paradoxe avec la production établie à 2,76 millions de tonnes s'explique par la vente des stocks accumulés au fil des années.

Laurent Essolomwa

« La RDC possède aujourd'hui des mines à haute teneur en minerai, plus importantes que celles du Chili et du Pérou »

JEUX AFRICAINS D'ACCRA

Les athlètes négligés à leur retour

Munis de dix-huit médailles remportées aux 13es Jeux africains à Accra, au Ghana, les athlètes congolais ont été abandonnés à leur retour à Kinshasa, le 25 mars aux environs de 2 h du matin.

Les athlètes congolais ont fait face à un désagréable accueil, abandonnés au village de la Francophonie, au stade Tata Raphaël, a-t-on constaté. «*Nous sommes ici depuis 2h. Au Ghana, nous avons passé la nuit dehors, et ici nous passons la journée aussi dehors. On vous promet que demain quelqu'un passera vous donner le transport, et voilà il est 12h, il n'y a personne, ni rien à manger, même pas de l'eau. Mais finalement, on revient quand même d'une compétition importante...*», a déclaré un athlète.

Ne tenant plus, ces athlètes sont sortis manifester sur le boulevard Sendwe vers 15h, érigeant une barricade et brûlant des pneus. Ils ont, par cet acte, réclamé leur prime de participation. C'est tard dans la soirée que le calme est revenu au sein de la délégation des athlètes qui



Des athlètes congolais manifestant pour réclamer leur prime DR

ont reçu quelque chose en guise des frais de transport en attendant le paiement de leur prime. Une situation qui jette une énième fois le discrédit sur le mécanisme de gestion financière du secteur sportif congolais.

Selon le directeur de cabinet adjoint du ministre des

Sports et Loisirs, Zénon Kabamba, le problème sera résolu dans un bref délai et ne concerne aucunement le ministre des Sports. «*Le problème des primes ne concerne ni le ministère des Sports ni le ministre, ni le comité olympique, moins encore les dirigeants des*

fédérations. C'est une réglementation où on a demandé de bancariser tout paiement de prime des athlètes, et nous on ne peut pas déroger à cette règle. Chaque athlète va accéder à son argent sans problème à la banque», a-t-il déclaré.

L'on rappelle que la Ré-

publique démocratique du Congo a occupé la 19e place sur plus de cinquante pays participants aux Jeux africains dans la capitale ghanéenne, avec dix-huit médailles dont deux en or, cinq en argent et onze en bronze. Le pays a fait une belle moisson, mieux qu'en 2019 aux Jeux africains de Rabat (huit médailles dont quatre en argent et quatre autres en bronze). Les deux médailles en or ont été arrachées par les boxeurs Pita Kabeji et Stève Kulenguluka. La boxe a glané au total onze médailles. Le handball dans les deux versions a ramené deux médailles en argent. Il y a eu également des médailles congolaises en lutte et basketball 3x3. La déception a été grande pour d'autres disciplines, notamment le judo, le karaté, le lawn-tennis, l'athlétisme et le volleyball.

Martin Enyimo

JUSTICE

La liberté provisoire accordée à Salomon Idi Kalonda

La décision de la Cour militaire au bénéfice du conseiller de Moïse Katumbi est tombée, le 27 mars, après plusieurs demandes de sa part et des refus de la justice.



Salomon Idi Kalonda et ses avocats DR.

La Cour militaire a enfin accédé à la demande de liberté provisoire en faveur du conseiller de Moïse Katumbi, Salomon Idi Kalonda. L'annonce a été confirmée par plusieurs sources proches de l'inculpé. Après de nombreuses demandes qu'il a adressées à la Cour militaire et qui ont rencontré des refus catégoriques, la décision prise en sa faveur vient de tomber quelques semaines après le SOS lancé par ses avocats, alertant sur la détérioration de l'état de sa santé ainsi que la nécessité de l'évacuer pour des soins appropriés à l'étranger.

Lucien Dianzenza

PRIX THÉÂTRE RFI 2024

Appel à candidatures ouvert

RFI invite les autrices et auteurs ayant entre 18 et 46 ans d'âge à participer au concours d'écriture dénommé «*Prix Théâtre RFI 2024*» qu'elle lance jusqu'au 27 avril. Les textes présentés doivent être rédigés en langue française comportant un minimum de quinze pages numérotées en police 11 et en caractère Arial. Un seul texte pour chaque candidat.

Le prix est ouvert aux auteurs et autrices originaires et vivant en Afrique, dans les Caraïbes, dans l'océan Indien ou encore au Proche-Orient. Il est également destiné aux étrangers issus de ces zones, résidant en France depuis moins de quatre ans et titulaires d'une carte de résident ou d'un statut de réfugié politique. Les textes présentés doivent être des originaux, écrits en français. La participation est individuelle. Les textes envoyés ne devront pas avoir donné lieu à une mise en scène en France et ne devront pas constituer des adaptations d'une œuvre d'un autre auteur. Les textes présentés lors des éditions précédentes ne peuvent pas être représentés. Parmi tous les textes, une douzaine sera présélectionnée et proposée à un jury international avant d'être soumise en septembre prochain au vote final. Le choix se fera selon les critères suivants : l'originalité, la qualité littéraire, la qualité dramaturgique.

L'appel à écriture pour la 11^e

édition du «*Prix Théâtre RFI*» est ouvert depuis le 25 mars. Les candidatures doivent être envoyées, au plus tard le 27 avril à minuit, dernier délai à l'adresse prix.theatre@rfi.fr. Le Prix sera remis le 29 septembre à Limoges, dans le cadre du festival Les Zébrures d'automne organisé par «*Les Francophonies - Des écritures à la scène*».

Le lauréat ou la lauréate bénéficiera d'une ou plusieurs lectures du texte primé diffusé sur les antennes de RFI. Il recevra également de dotations financières fournies par les partenaires et de l'organisation en France. RFI et ses partenaires offrent au lauréat des résidences de création et d'écriture ainsi qu'une lecture en public lors du cycle «*Ça va, ça va le monde!*», organisé dans le cadre du Festival d'Avignon.

Le Prix RFI met en lumière toute une nouvelle génération d'autrices et d'auteurs venant d'Afrique francophone, du Liban ou d'Haïti, avec des textes

en résonance avec le monde contemporain. Le concours est organisé par France Médias Monde en partenariat avec l'Institut français, l'Institut français de Saint-Louis du Sénégal, le Centre dramatique national de Normandie-Rouen, la SACD, Les Francophonies - Des écritures à la scène et le Théâtre Ouvert, le Centre national des dramaturgies contemporaines.

Le Prix a pour objectif de promouvoir la richesse des écritures dramatiques contemporaines francophones du Sud et de favoriser le développement de carrière de jeunes auteurs écrivant en français.

Quels seront les sujets forts abordés cette année ? De quelle humanité témoigneront les auteurs lors de cette édition ? Avec quels mots, dans quel style ? C'est aux artistes d'apporter leur réponse.

Après le Camerounais Éric Delphin Kwegoué, lauréat RFI Théâtre 2023, à qui sera le tour ?

Rosalie Tsiankolela Bindika

GASTRONOMIE

Le chef cuisinier Thianslly Arlych Madzou Moukassa honoré

Médaillé d'or au concours mondial de la gastronomie de Saint-Petersbourg en Russie, Thianslly Arlych Madzou Moukassa est bénéficiaire d'un projet conjoint Congo-Banque mondiale (BM). Le chef cuisinier a présenté, le 26 mars, à Brazzaville ses nombreux trophées et son projet professionnel à la ministre du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, qui est aussi gouverneure du portefeuille de la BM.

Avant de se lancer dans le métier de la cuisine, le jeune champion Thianslly Arlych Madzou Moukassa a bénéficié d'une formation dans le cadre du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE), financé à hauteur de 25 millions de dollars (16 milliards de FCFA) par la BM. Tout comme les milliers de personnes formées aux divers métiers par le PDCE à Brazzaville et Pointe-Noire, celui-ci a reçu un accompagnement dans l'art culinaire et une somme de cinq cent mille francs CFA.

Thianslly Arlych Madzou Moukassa représente le Congo à travers le monde deux ans après le programme du PDCE. Outre la médaille d'or au champion-



Le chef cuisinier posant avec la ministre du Plan/Adiac

nat du monde de Saint-Petersbourg, il est également médaillé d'or au festival panafricain de la gastronomie organisé au Bénin. Il est détenteur des trophées de main d'or et de Boch of gold. Il est aujourd'hui présenté par les autorités comme le modèle de réus-

« Je suis venu remercier la ministre pour les efforts consentis pour ma formation(...). Au concours de Saint-Petersbourg, j'étais d'abord parti pour apprendre et présenter les plats congolais. J'ai préparé le poisson salé et le poulet à la moambe. J'ai travaillé la spécificité locale, ce qui m'a permis de remporter la médaille d'or »

site du projet d'auto-emploi des jeunes en collaboration avec le groupe de la BM. Le jeune chef ambitionne de lancer sa propre entreprise et de participer à la formation d'autres jeunes. « Je suis venu remercier la ministre pour les efforts consentis pour ma formation(...). Au concours de Saint-Petersbourg, j'étais d'abord parti pour apprendre et présenter les plats congolais. J'ai préparé le poisson salé et le poulet à la moambe. J'ai travaillé la spécificité locale, ce qui m'a permis de remporter la médaille d'or », a-t-il expliqué. Thianslly Arlych Madzou Moukassa projette d'ouvrir un premier restaurant gastronomique au Congo, où seront proposés des plats et boissons made in Congo.

Fiacre Kombo

Les femmes initiées aux techniques de greffage de plants

Le Service national de reboisement (SNR) a organisé, il y a quelques jours à Pointe-Noire, un séminaire de formation sur l'initiation aux techniques de greffage des plants. Destinée aux femmes, cette activité a été organisée dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes.

Le séminaire de formation a connu plusieurs thèmes parmi lesquels le greffage, moyen économique pour l'autonomisation de la femme, les techniques de greffage et bien d'autres. L'objectif a été d'amener les bénéficiaires à adopter de meilleures pratiques de production. Les conseils des techniciens du SNR ont permis aux participantes de s'initier au greffage d'arbres fruitiers.

A l'issue de cette formation, les participantes ont dit être capables de connaître, manipuler et entretenir les différents outils liés au greffage, les principales techniques de greffe, d'associer une technique à une période de l'année et à un végétal, maîtriser les gestes essentiels pour optimiser la reprise, etc.

La responsable point focal du SNR, Emma Sylvie Gouamba, entend pérenniser cette formation. « Dans un délai plus proche, on va organiser une autre formation, cette fois-ci dans un endroit plus espacé afin d'intéresser plus de femmes », a-t-elle promis.

Notons que c'est pour intensifier l'autonomisation de la femme congolaise que le SNR a organisé cette formation dans l'objectif de contribuer au renouvellement, à la modernisation et à la conformité aux règles de la production et à sa rentabilité, ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des producteurs et de leurs familles.

Hugues Prosper Mabonzo

KOKUTAN'ART

Des photographes attendus à Brazzaville

La quatrième édition du festival Kokutan'Art, rencontres internationales de la photographie d'auteur de Brazzaville, se tiendra du 21 mai au 21 juin. Elle a pour thème « Urgence ».

Durant un mois et demi, des expositions photographiques, des échanges, des rencontres professionnelles, des ateliers et projections auront lieu dans les différents sites retenus, à savoir l'Institut français

du Congo, les ateliers Sahn, la Faculté des lettres, des arts et sciences humaines de l'Université Marien-Ngouabi. Des artistes viendront de différents pays pour prendre part à cette grand-messe pho-

tographique. Kokutan'art, tiré du lingala « kokutana », signifie rencontre. Le festival est devenu un rendez-vous incontournable des photographes nationaux et internationaux sur la scène artistique congolaise. Il vise à promouvoir le métier de photographe et accorde une visibilité aux artistes dont le talent ne demande qu'à être valorisé.

Au nombre des participants figurent Franchesca Bel du Congo-France, Siaka Zerbo du Burkina Faso, John Kalapo et Mariam Niaré du Mali, Souley Abdoulaye du Niger, Boubacar Touré Mandémory du Sénégal, Tessilim Adjavi du Togo, Baudouin Bikoko de la République démocratique du Congo, Baudouin Mounda, Robert Nzaou et Mirna Kintombo de la République du Congo, etc. Ces talentueux photographes feront découvrir au public leur savoir-faire à travers des clichés épatants traduisant des faits réels et fabuleux. Le festival Kokutan'art se tient chaque année. Il est organisé par l'association Mbongui art photo, en partenariat avec l'Institut français du Congo.

Rosalie Tsiankoleta Bindika

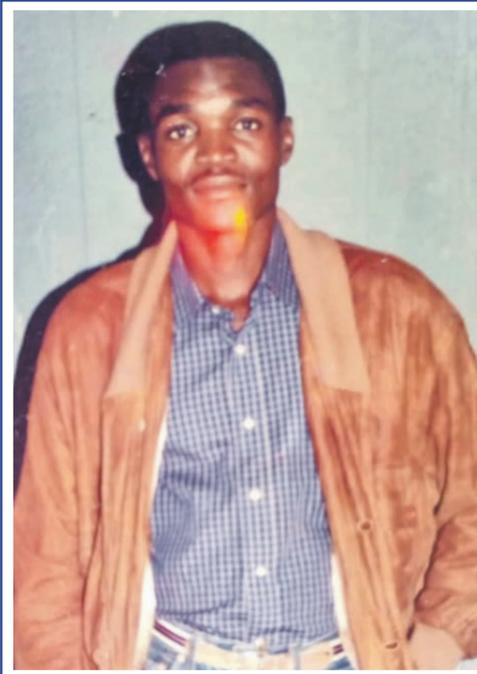


NÉCROLOGIE

Stanislas Okassou, journaliste, les familles Ngapili et Opassa ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances ainsi qu'à la famille de la presse congolaise le décès de Marien Ghislain Ngapili (Marie-Gap), ancien journaliste aux journaux Le Choc, Congo ya Sika, l'Indiscret, survenu le 17 mars 2024, à Brazzaville.



En attendant la date et le programme de l'inhumation qui auront lieu à Boundji, dans la Cuvette, la veillée mortuaire se tient au domicile familial sis n°203 de la rue Bouenza à Talangaï. Référence : Deuxième sortie nord de Brazzaville, arrêt marché Maman-Mboualé.



La famille Kikouimba, Richard Loufoua annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, neveu, père et grand-père Davy Esther Loufoua alias Ya Loufoua survenu le 15 mars 2024 à Brazzaville.

La veillée mortuaire est située au n°2071 rue Mboté (rfce : la montagne Sainte) à Bacongo.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

Aimé Félicien Kapindou et la famille Ossoka ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de leur fille et petite-fille nommée Henri Michelle Kapindou Bokagna survenu le 19 mars 2024, à Brazzaville.



Le deuil se tient au domicile familial sis n°91, rue Mouyondzi, à Talangaï. Réf : l'avenue général Adoua et la boulangerie sur la rue Ndolo.

La date et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement.



La direction générale des Dépêches de Brazzaville annonce à son personnel, amis et connaissances, le décès de l'agent Urbain Koundzala, survenu le 13 mars 2024 à Brazzaville.

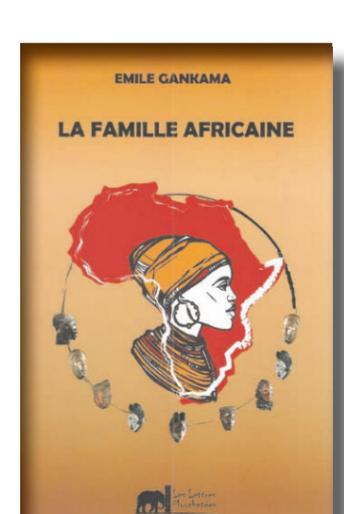
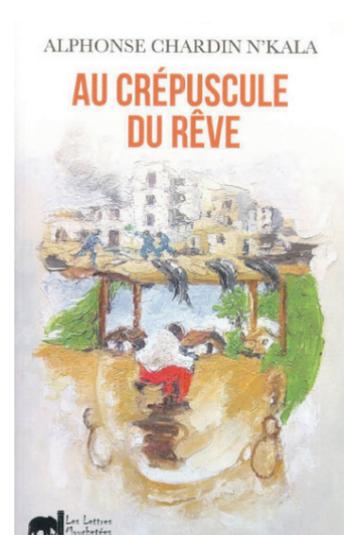
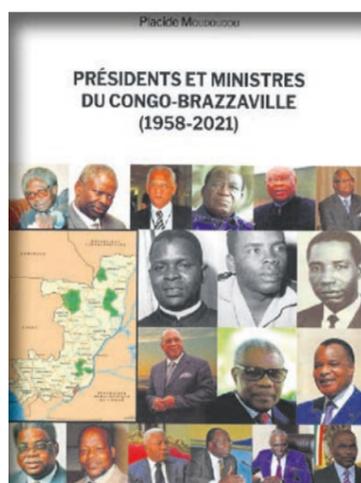
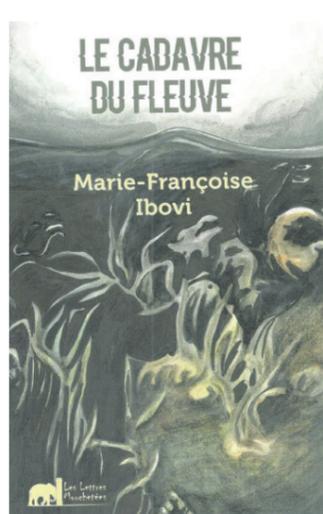
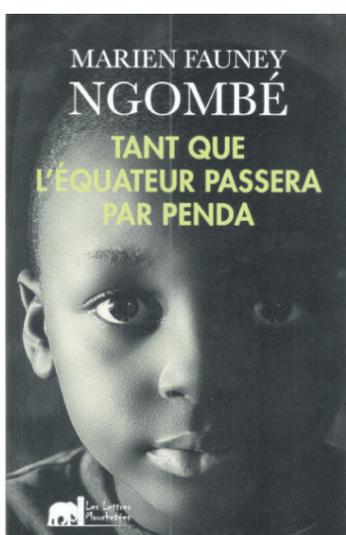
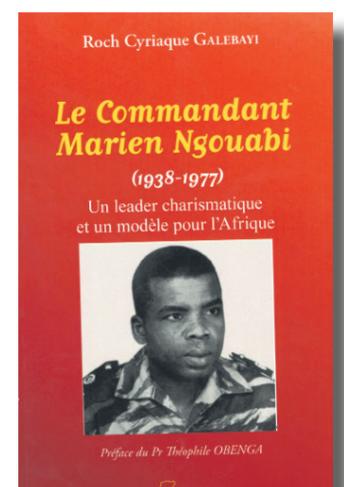
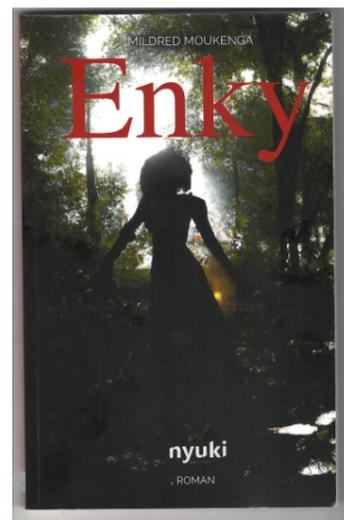
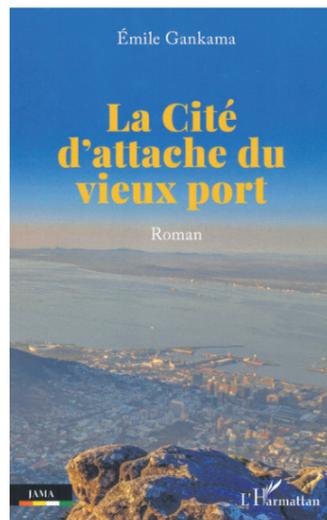
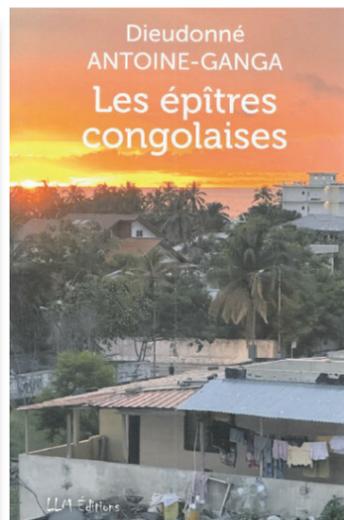
La veillée mortuaire se tient au n° 175, rue Komono (Petit-Chose : rfce avenue Bobo)

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

Paix à son âme.



EN VENTE



DESTINATION PAYS

L'Angola et le Rwanda à l'honneur à la Chambre de commerce

Dans le cadre de son concept intitulé « Destination pays » visant à mettre à disposition les informations économiques, la Chambre consulaire de Pointe-Noire a récemment organisé deux rencontres qui ont réuni les opérateurs économiques et les entrepreneurs de la place avec l'ambassadeur de l'Angola, Vicente Muanda, et l'attaché commercial de l'ambassade du Rwanda au Congo.

Après un moment d'absence, le concept « Destination pays » revient sur la place. Les deux rencontres qui ont mis à l'honneur l'Angola, le 20 mars, et le Rwanda, le 21 mars, en présence du maire de la ville, Evelyne Tchichelle, ont ainsi marqué la relance de ces rendez-vous destinés à informer les opérateurs économiques et entrepreneurs de la ville des opportunités d'affaires qu'offrent les autres pays et leur donnent la possibilité d'établir des premiers liens.

Les participants aux deux rencontres ont pu découvrir l'Angola et le Rwanda, leurs atouts ainsi que leur économie à travers des projections de films. Cela, avant d'échanger avec les orateurs sur les domaines qui offrent des opportunités d'affaires, les conditions pour investir dans leurs pays ainsi que les faveurs offertes aux investisseurs étrangers.

L'Angola, deuxième pays producteur de pétrole en Afrique

Il en ressort que l'Angola, deuxième pays producteur de pétrole en Afrique, riche en ressources naturelles, a la diversité culturelle et la production artistique abondante. Le pays a comme défis à relever la diversification de son économie, le développement durable et l'intégration régionale. Il a pour domaines d'investissement l'agricul-



Au centre, Vicente Muanda, à sa droite, Didier Sylvestre Mavouenzela, lors de Destination pays avec l'Angola/Adiac

ture (14% seulement de ses terres arables sont exploitées), les infrastructures et le capital humain. Vicente Muanda a aussi fait état du projet pôle énergétique que l'Angola entend réaliser avec le Congo et la République démocratique du Congo.

Le diplomate angolais a exhorté l'auditoire à sortir des mentalités le besoin de vouloir toujours aller loin pour faire les affaires. Il a conseillé plutôt à le faire avec les pays voisins comme l'Angola (Un des sept principaux pays qui échangent avec le Congo et entretient avec lui de très bonnes relations). «L'Angola est ouvert à tous les hommes d'affaires qui veulent y investir», a-t-il souligné. Il a insisté sur ses atouts, entre autres, sa loi sur l'in-

vestissement, ses capacités énergétiques, ses infrastructures de base et sa stabilité sociale qui facilitent les affaires. Pour encourager les hommes d'affaires et entrepreneurs à investir dans son pays, le diplomate s'est engagé à faciliter l'obtention du visa.

Le Rwanda, véritable destination touristique

Le chargé commercial de l'ambassade du Rwanda au Congo a axé sa présentation sur son agriculture, principal domaine offrant des opportunités d'affaires. Véritable destination touristique grâce à sa faune, sa flore et sa biodiversité, le Rwanda, connu aussi pour son industrie agroalimentaire qui propose des produits bien connus et

très prisés comme son café, son thé ou son piment kabongue (que les participants à la rencontre ont découvert à travers une petite exposition des produits made in Rwanda), ne dispose malheureusement pas assez de terres. D'où son recours au Congo qui lui a cédé une partie de ses terres arables pour lui permettre de développer ses activités agricoles.

Déplorant le fait que ce pays n'importe pas ses produits vers le sien, le représentant du Rwanda a fait état des besoins de son pays en produits comme le bois et le poisson, encourageant les Congolais à l'agriculture et à valoriser leurs produits. Il a exprimé leur désir de travailler avec le Congo sur le projet de tourisme haut de

gamme avec un tour opérateur et des circuits touristiques Rwanda-Congo-Rwanda et également de tisser des partenariats avec les petites et moyennes entreprises congolaises. Le chargé commercial de l'ambassade du Rwanda a invité les hommes d'affaires congolais à investir dans son pays, mettant en avant certains avantages comme la création d'entreprise en un temps record (6 heures), la suppression du visa et de la double taxation, son code d'investissements. Rappelant les accords favorisant les investissements dans les deux pays, il a informé de la tenue d'un business forum Congo-Rwanda en novembre prochain.

Ces rencontres ont été l'occasion pour la Chambre de commerce de faire une présentation de sa plateforme Liziba qui met à disposition l'information économique du Congo. Par ailleurs, Didier Sylvestre Mavouenzela, président de cette chambre, a suggéré l'organisation d'une mission commerciale croisée entre les hommes d'affaires congolais et angolais. Le Congo ayant jusqu'alors des soucis en matière de transformation agricole et de packaging, il a souhaité un partenariat avec le Rwanda pour y remédier.

Notons que pour le mois d'avril, le pays qui sera à l'honneur est l'Italie.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos **Manifestations :**
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



CONGO-RUSSIE

Denis Sassou N'Guesso s'entretient au téléphone avec Vladimir Poutine

Le drame du 22 mars à Moscou et la coopération entre le Congo et la Fédération de Russie ont été au cœur de l'échange que le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a eu avec son homologue russe, Vladimir Poutine, le 27 mars.

Le chef de l'Etat congolais et son homologue russe se sont entretenus pour évoquer le drame de la banlieue de Moscou ayant causé la mort de plus d'une centaine de personnes ainsi que des dizaines de blessés, et la coopération entre Brazzaville et Moscou dont le 60e anniversaire de la mise en œuvre est célébré ce mois.

Sur les deux sujets, le président Denis Sassou N'Guesso écrit sur son compte X : « J'ai eu, ce mercredi 27 mars 2024, un entretien téléphonique avec mon homologue russe, le président Vladimir Poutine. J'ai réitéré toute ma compassion et mes condoléances au président et au peuple russe, suite au drame survenu récemment dans la banlieue de Moscou. Aussi, en cette année des 60 ans de coopération entre nos deux pays, nous avons convenu de la redynamiser par la tenue prochaine d'une commission mixte Congo-Russie ».

L'Agence russe RIA Novosti (Sputnik) a commenté l'entretien entre Denis Sassou N'Guesso et Vladimir Poutine en exposant : « Le président de la République du Congo a exprimé ses profondes condoléances et ses sentiments de solidarité avec la Fédération de Russie suite à l'attentat terroriste barbare perpétré à Crocus City Hall.



Le président Vladimir Poutine

Les deux parties ont discuté de la mise en œuvre des accords conclus après la rencontre des deux présidents lors du sommet Russie-Afrique, en juillet dernier. Denis Sassou N'Guesso a salué, en parti-

culier, le travail efficace des épidémiologistes russes dans l'élimination de l'épidémie de maladies infectieuses en République du Congo.

A l'occasion du 60e anniversaire de l'établissement des



Le président Denis Sassou N'Guesso

relations diplomatiques entre la Russie et la République du Congo, célébré ce mois-ci, les deux parties ont réaffirmé leur volonté mutuelle de poursuivre une coopération bilatérale active dans les do-

maines politique, commerciale, économique, humanitaire et autres. Les dirigeants ont convenu de poursuivre les contacts. »

Le 22 mars, des individus armés ont visé sans distinction des spectateurs dans une salle de concert à Krasnogorsk, dans la banlieue de Moscou, la capitale russe. Le dernier bilan fait état de 139 morts et 182 blessés. Onze personnes ont été interpellées parmi lesquelles quatre sont soupçonnées d'avoir participé à l'attentat.

Les Dépêches de Brazzaville

« J'ai eu, ce mercredi 27 mars 2024, un entretien téléphonique avec mon homologue russe, le président Vladimir Poutine. J'ai réitéré toute ma compassion et mes condoléances au président et au peuple russe, suite au drame survenu récemment dans la banlieue de Moscou. Aussi, en cette année des 60 ans de coopération entre nos deux pays, nous avons convenu de la redynamiser par la tenue prochaine d'une commission mixte Congo-Russie »

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Institut sino-congolais de la route de la soie à Brazzaville

L'établissement d'enseignement supérieur sino-congolais va porter essentiellement sur l'ingénierie du bois et va s'implanter en terre congolaise sous peu.

La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, le Pr Edith Delphine Emmanuel, s'est entretenue le 26 mars à Brazzaville avec une délégation chinoise en vue de la création de l'Institut sino-congolais de la route de la soie, en présence de l'ambassadeur du Congo en Chine.

« Le jeudi 28 mars, un accord de partenariat sera signé entre l'Université Denis-Sassou-N'Guesso et la partie chinoise », a indiqué le président de ladite université, le Pr Ange Antoine Abena.

A dire vrai, les deux parties vont co-construire l'Institut de la route de la soie en terre congolaise.



Les acteurs congolais et chinois impliqués dans le projet/Adiac

à la disposition de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso une salle de l'enseignement à distance. Par ailleurs, deux laboratoires vont être mis à la disposition de l'Institut pour des métiers du bois et le génie civil.

Selon le président de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso, il s'agira de former les jeunes dans les métiers du bois, mais aussi dans l'architecture, le bâtiment et les travaux. Pour le Pr Ange Antoine Abena, ce partenariat est une aubaine car dans le plan stratégique de l'alma mater, ce genre de projet ne pouvait voir le jour que dans deux ou trois ans. Il appelle donc les étudiants à s'inscrire dans ces domaines dont l'importance n'est plus à prouver.

Rominique Makaya